

75 ans après la Nakba, la Nakba continue encore !

3 juin 2023 Forcalquier - MS

Chaque année, le 15 mai, le peuple palestinien dans son ensemble commémore la Nakba, ou catastrophe, qu'a été son expulsion de sa propre terre.

On le sait maintenant, en 1948, au lendemain de la déclaration unilatérale de la création d'Israël, dans une action planifiée et menée d'abord par les milices sionistes puis par l'Etat d'Israël, 614 villes et villages ont été détruits, des milliers de palestiniens ont été massacrés et près de 800 000 hommes, femmes et enfants ont été expulsés, ou ont dû fuir en urgence les massacres, ne prenant avec eux qu'une valise et la clé de leur maison, devenue le symbole de la Catastrophe.

Rassemblés ici aujourd'hui, nous commémorons les 75 ans de la Nakba. Mais également 75 ans de lutte des Palestiniens pour leurs droits, dont le droit à l'autodétermination et le droit au retour des réfugiés établi par la résolution 194 des Nations-Unies dès le 11 décembre 1948, un droit qui leur est systématiquement refusé par Israël.

Actuellement, les réfugiés ou exilés représentent environ 70% des 14 millions de Palestiniens recensés dans le monde, dont les Palestiniens réfugiés sur leur propre terre, c'est-à-dire ceux qui ont été expulsés de leur habitation, mais qui sont restés en Palestine. Aux réfugiés de la Nakba de 1948, se sont ajoutés ceux de la guerre de 1967 qui représentent près de 350 000 personnes.

Mais si la Nakba désigne un moment historique particulier, le processus d'expulsion des Palestiniens et de dépossession de leur terre et de leurs moyens d'existence a commencé avant mai 48, et n'a jamais cessé depuis.

Que ce soit :

- Par l'annexion de Jérusalem-Est en violation totale du droit international,
- Par l'occupation militaire de la Cisjordanie,
- Par le développement massif de la colonisation en Cisjordanie et à Jérusalem-Est dont le nombre de colons est passés de 10 000 en 1972 à plus de 710 000 en 2022,
- Par les destructions de maisons, les déplacement forcés de populations, la prise de contrôle de toutes les ressources dont l'eau, par les violences des colons et de l'armée qui trop souvent leur vient directement en aide,
- Par le blocus de la bande de Gaza depuis plus de 15 ans, comme une punition collective illégale,
- Par la judaïsation forcée en Israël même,

- Par le refus constant et systématique du droit au retour,
 - Par les emprisonnements politiques de masse, puisque pratiquement toutes les familles ont actuellement, ou ont eu un de leur membre emprisonné,
 - et partout où ils vivent en Israël-Palestine, par le régime d'apartheid israélien qui s'impose à eux,
- => Toutes ces politiques concourent à la dépossession des Palestiniens et à leur nettoyage ethnique.

Des politiques qui prennent aujourd'hui une nouvelle dimension avec la mise en place depuis décembre 2022 d'un nouveau gouvernement israélien qui a mis officiellement, et en totale impunité, le développement de la colonisation au 1^{er} rang de ses projets, et qui a confié les postes clés du développement de la colonisation et de la répression des Palestiniens à des ministres ouvertement racistes, homophobes et suprémacistes, qui rêvent tout haut d'une nouvelle expulsion du peuple Palestinien.

S'il est nécessaire d'un exemple récent, il y a celui de l'annonce, non démentie, du doublement des colons par Betsalel Smotrich ministre des Finances et de la Défense qui a obtenu l'autorité sur l'administration civile de la Judée Samarie, ce qui revient à une annexion de fait de la zone C du territoire palestinien !

Une vague lueur d'espoir du côté des organisations internationales, puisque pour la 1^{ère} fois de son histoire, l'Assemblée générale des Nations Unies a voté le 30 novembre dernier une résolution pour commémorer officiellement en 2023 la Nakba de 1948. 75 ans pour reconnaître de façon visible l'expulsion massive des Palestiniens de leur terre.

Par notre présence aujourd'hui, par les clés, les valises et baluchons, nous exprimons notre solidarité avec le peuple palestinien en lutte pour la réalisation de ses droits fondamentaux.

Nous demandons solennellement et nous voulons œuvrer pour :

- L'application de la résolution 194 pour le droit au retour des réfugiés ou de leur indemnisation pour la perte de leur biens,
- La reconnaissance par l'état d'Israël de sa responsabilité historique dans l'expulsion et la spoliation des Palestiniens,
- Des sanctions contre l'état d'Israël tant qu'il ne se conformera pas au droit international,

Pour marquer ces instants et montrer qu'on ne les oublie pas, nous avons symboliquement renommé la place René Magnan et la place du Bourguet en Place de la Nakba !